

à l'infiltration politique? Ce sont là des questions qui revêtent une importance immédiate car depuis neuf mois, la Russie a conclu, dans toutes les parties du monde, 39 accords commerciaux. Au cours de ses négociations, elle a accordé une importance secondaire aux bénéfiques, préférant exercer une influence sur l'esprit des nations qui jouissent en ce moment d'assistance économique.

A mon avis, dans ses remarques le ministre a donné un puissant avertissement à ceux qui estiment que tout est changé et qu'il n'y a plus lieu de craindre. Il a mentionné les peuples captifs, qui intéressent grandement de nombreux Canadiens d'origines ethniques diverses. Messieurs Krouchtchev et Boulganine n'ont prononcé aucune parole qui puisse donner un espoir de liberté aux peuples captifs ni aux gens retenus dans les prisons ou les camps d'esclaves. Le dîner qu'on leur a offert à Londres nous a donné une idée de l'attitude de l'URSS. Quand on a demandé à M. Krouchtchev de libérer 170 social-démocrates, dont le seul crime était de ne pas partager les opinions de l'URSS et de ne pas accepter son régime, Krouchtchev a répondu avec chaleur: "Jamais, jamais, jamais!"

L'URSS a-t-elle manifesté de quelque façon que des élections libres auront lieu dans les pays baltes, en Ukraine, en Pologne et dans les autres pays dont le peuple est captif? Au congrès tenu en février, M. Krouchtchev a déclaré que ces peuples aimaient la liberté de l'URSS. Non, rien n'indique que MM. Krouchtchev et Boulganine aient quelques remords de leurs terribles méfaits; rien ne nous permet d'espérer que ces peuples regagneront leur liberté ou qu'ils pourront tenir librement des élections.

Une des expressions que le ministre a employées m'a bien frappé. Il a déclaré que, nulle part au monde, aucun pays ne s'était jamais prononcé aux urnes en faveur du communisme. Tant que l'URSS n'exprimera pas de remords et ne prendra pas de mesure concrète qui fasse entrevoir aux peuples qui vivent derrière le rideau de fer l'espoir de respirer un jour l'air de la liberté, nous avons le droit de nous méfier souverainement des offres factices d'une chaleureuse coopération internationale. Que devons-nous faire? Puisqu'on insiste davantage à l'heure actuelle sur la concurrence économique que sur la production de matériel de guerre, beaucoup affirment qu'il y aurait lieu de réduire sensiblement les effectifs militaires. C'est une opinion très répandue chez les nations libres. Cependant, on a tendance à oublier parfois que l'URSS, qui continue toujours de précociser le désarmement, a aujourd'hui une armée de quatre millions et demi d'hommes, une aviation d'un million et demi d'hommes et une marine d'un million d'hommes. Depuis

[M. Diefenbaker.]

un an, le nombre de ses sous-marins a augmenté de 420 à 450.

Cependant, malgré tout cela, le premier ministre de la Grande-Bretagne a déclaré lundi dernier que le changement d'attitude a été tel qu'il importe d'étudier de nouveau la question des effectifs armés des divers pays unis par le lien de la liberté. Sir Anthony Eden a dit que le Royaume-Uni ne prendra pas de décision soudaine ou inattendue qui pourrait détraquer les rouages militaires de l'unité occidentale, mais il a déclaré qu'il est temps que les nations libres étudient de nouveau la situation. Sans sortir des limites qu'exige la sécurité, le ministre pourrait-il nous dire ce qu'on fait à l'égard de l'OTAN? Quelles ont été les décisions à cet égard du comité de sécurité de l'OTAN à sa dernière séance? Le problème est d'importance primordiale car, aussi longtemps que nos dépenses militaires resteront au niveau actuel, les pays libres ne seront que trop incapables de lutter contre l'offensive économique de l'URSS.

L'URSS peut soutenir la concurrence sur les marchés des produits de base car pour elle le prix ne compte pas. Le prix qu'il lui faut consentir pour vendre ne l'effraie pas. Le prix que l'URSS consent à payer le coton, le blé, le caoutchouc, ou les autres produits d'importance stratégique a déjà eu des répercussions dans diverses parties du monde, là où existent ces excédents,—je parle de produits autres que le blé à cet égard,—en sabotant la détermination des pays résolus à résister à l'avance du communisme. Monsieur le président, je vois à la pendule qu'il est une heure.

M. le président suppléant: Je dois signaler à l'honorable député de Prince-Albert qu'il a parlé plus de 30 minutes, mais si le comité y consent à l'unanimité, il pourra terminer ses observations cet après-midi.

(La séance, suspendue à une heure, est reprise à deux heures et demie.)

M. Diefenbaker: Monsieur le président, au moment où nous avons interrompu nos délibérations, j'étais en train de résumer les observations que j'avais à formuler. J'avais traité la question de la nécessité de maintenir notre puissance militaire et de donner plus d'envergure et de portée à l'idée de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. J'avais aussi traité la question des échanges commerciaux et de la nouvelle orientation de l'offensive russe à travers le monde et j'avais parlé de la réunion des premiers ministres du Commonwealth au sujet de laquelle peu de renseignements ont encore été fournis au Parle-